

Régionales et départementales 2021 : un premier tour aux abonnés absents

Pierre Bréchon

▶ **To cite this version:**

Pierre Bréchon. Régionales et départementales 2021 : un premier tour aux abonnés absents. 2021, 5 p. halshs-03355764

HAL Id: halshs-03355764
https://shs.hal.science/halshs-03355764

Submitted on 27 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Régionales et départementales 2021 : un premier tour aux abonnés absents

Pierre Bréchon,
professeur émérite de science politique, Sciences Po Grenoble, Pacte,
Auteurs historiques The Conversation France

The Conversation, 22 juin 2021





Vote à Saint-Remy-Sur-Avre, dans le nord-ouest de la France, le 20 juin.
Deux électeurs sur trois ne se sont pas déplacés. Guillaume Souvant/AFP

Initialement prévues en mars 2021, les élections régionales et départementales avaient été reportées en juin du fait de la flambée de Covid. Ce dimanche 20 juin, les électeurs étaient donc conviés à voter pour élire leurs représentants dans les assemblées de deux collectivités territoriales, les départements et les régions. Si les départements datent de la Révolution française avec une assemblée départementale élue au suffrage universel à partir de la III^{e} République, les régions sont récentes.

Elles ne deviennent une collectivité territoriale qu'au début des années 1980, dans le cadre d'une volonté de décentralisation et de développement de la démocratie locale. Dans le même mouvement, les compétences des départements sont augmentées, ce qui n'a pas alors eu d'effet notable sur la participation électorale.

L'effet covid

Au soir du premier tour, l'abstention bat un record (tableau 1) : au moins deux tiers des électeurs ne sont pas allés voter. L'abstention est en progression de 16 points, ce qui semble indiquer que l'effet covid, qu'on avait observé aux deux tours de l'élection municipale de 2020 (avec une progression d'environ 20 points par rapport au scrutin de 2014, aussi bien en mars qu'en juin), n'a pas disparu.

L'effet covid comporte plusieurs aspects : une certaine peur d'aller dans un bureau de vote pour certains, surtout la faiblesse de la campagne électorale, avec peu de meetings, pas de porte à porte et une couverture médiatique restreinte, un climat du déconfinement qui n'incite probablement pas à aller voter.

De plus, les professions de foi des candidats n'ont pas été distribuées partout, ce qui a empêché certains de connaître à l'avance l'offre électorale. Le tsunami touche toutes les régions à l'exception de la Corse (abstention à 43 %), où les enjeux de la gouvernance dans cette région à compétences élargies sont beaucoup plus fortement perçus.

Tableau 1. % d'abstention aux élections régionales et départementales (1er tour)

En %	régionales	départementales	Observations
1986	22,1	-	Législatives le même jour
1988	-	51,0	6 mois après élection présidentielle
1992	31,4	29,3	Régionales+cantonales
1994	-	39,6	
1998	42,0	39,7	Régionales+cantonales
2001	-	34,5	Municipales le même jour
2004	34,3	36,1	Régionales+cantonales
2008	-	35,1	Municipales le même jour
2010	53,7	-	
2011	-	55,7	
2015	50,1	49,8	Départementales (mars), régionales (décembre)
2021	**66,7**	**66,7**	Régionales+départementales

Tableau 1. % d'abstention aux élections régionales et départementales (1er tour). P. Bréchon, Fourni par l'auteur

Ce record d'abstention n'est pas dû qu'à ces circonstances particulières. Le tableau 1, qui donne le niveau de l'abstention depuis 1986, permet de le comprendre.

Une double élection délicate

En 1986, l'abstention était basse du fait de l'organisation le même jour d'élections législatives, beaucoup plus mobilisatrices, où l'abstention fut de 21,5 %. En cas d'organisation de deux scrutins le même jour, le plus mobilisateur tire vers le haut la participation à l'autre scrutin. Le phénomène a plusieurs fois joué entre élections départementales (dites cantonales jusqu'à 2011, avec renouvellement par moitié en principe tous les 3 ans) et régionales.

L'augmentation de l'abstention, aussi bien aux régionales qu'aux départementales, est très forte depuis 2010. Au fond, le rapport des Français à la politique a changé, en lien avec l'évolution des valeurs.

On ne vote plus par devoir, mais si on comprend les enjeux de l'élection et si on estime qu'un candidat ou une liste mérite d'être soutenu, ou si on veut faire barrage à une tendance rejetée.

La campagne électorale est donc beaucoup plus importante qu'autrefois pour mobiliser l'électeur. Et, même en dehors d'une situation exceptionnelle comme celle de la pandémie, mobiliser l'électeur pour des élections locales apparaît de moins en moins évident, notamment chez les jeunes et dans les catégories populaires. L'électeur fidèle, qui vote systématiquement, quel que soit le type d'élection, est beaucoup moins fréquent qu'autrefois.

Si les Français aiment le département et la région où ils habitent, et s'ils sont favorables à l'accroissement des compétences locales, ils s'intéressent assez peu à la politique départementale et régionale. Seulement 35 % des Français pouvaient citer spontanément le nom du président de leur région en octobre 2019 (sondage Harris Interactive). Ils font cependant davantage confiance aux conseils départemental et régional (56 %) qu'à l'Assemblée nationale (38 %).

La participation dépend aussi de la conjoncture, plus ou moins mobilisatrice d'une élection, en fonction des enjeux nationaux du moment.

Le poids du mécontentement

Les régionales de 1992 et de 2004 mobilisent assez fortement car il y a un très fort mécontentement à l'égard du gouvernement, à la fin du second mandat de François Mitterrand en 1992 et après deux ans de second mandat de Jacques Chirac en 2004. Le mécontentement est certainement aussi une dimension de la très forte abstention de 2021. Ainsi, 34 % des abstentionnistes citent le mécontentement comme une raison déterminante de leur comportement.

Il y a aussi une sorte de fatalisme à l'égard des élus : 40 % des abstentionnistes disent que ce vote ne changeait rien à leur vie personnelle et 35 % que ça ne change rien non plus à la situation de la région.

Beaucoup ont le sentiment que ça ne sert à rien de voter à ce type d'élection où les différences entre les tendances politiques sont difficiles à décrypter. À trois semaines du premier tour, les élections régionales ne viennent qu'en 11e position des sujets dont les Français ont parlé dans la semaine avec leur entourage, très loin derrière le déconfinement, la vaccination, le passe sanitaire, le niveau de l'épidémie en France, 31 % disent en avoir parlé selon le sondage Ifop publié en mai 2021.

Une offre électorale un peu plus réduite qu'en 2015

En 2021 104 listes se sont présentées dans les 12 régions hexagonales contre 119 en 2015, soit une moyenne de 8,7 listes par région contre 9,9 en 2015. Tous les présidents sortants se représentent (7 de la mouvance LR, un UDI soutenu par le MoDem, 5 PS). Les grandes tendances politiques sont présentes partout, la pluralité des listes de gauche est plus faible qu'en 2015. Le choix des têtes de liste et des alliances a été beaucoup plus contrôlé par les instances nationales des partis pour les régionales que pour les départementales.

La République En Marche (LREM) et le MoDem ne dirigent aucune des 12 régions métropolitaines. LREM est à la tête de 3 départements et le MoDem de 2 (alors que la droite préside 62 départements et la gauche 28). La majorité présidentielle dispose de moins de cent conseillers départementaux sur 4108.

La restriction de l'offre s'observe aussi pour les départementales, avec 15 % de listes en moins par rapport à 2015. L'offre est nettement plus resserrée qu'aux régionales puisqu'il n'y a que 7892 binômes en compétition pour environ 2000 cantons, soit en moyenne un peu moins de 4 binômes par circonscription cantonale (site ouest-France). Depuis la réforme de 2013-2014, on élit, avec un mode de scrutin majoritaire à deux tours, un binôme de candidats (un homme et une femme) pour assurer la parité des assemblées.

Deux grands perdants et la prime aux sortants

Quand on considère les résultats par grandes tendances (tableau 2), plusieurs conclusions émergent. Il y a deux grands perdants.

Les scores de la majorité présidentielle sont faibles, elle n'a pas réussi à mobiliser son électorat, comme lors des municipales de 2020, car la majorité nationale concentre les mécontentements. Elle pâtit aussi beaucoup de son manque d'implantation territoriale.

Le Rassemblement national subit aussi une défaite importante, la droite radicale perdant environ 11 points par rapport à 2015, soit un tiers de sa force. Ses électeurs se sont peu mobilisés, au contraire de décembre 2015, un mois après les attentats parisiens du 13 novembre.

Au contraire, la gauche et la droite, qui dirigeaient toutes les régions, ont bien résisté. Il y a incontestablement eu une prime aux sortants, faisant souvent un meilleur score qu'en 2015. Les exécutifs régionaux profitent de leur présence et de leurs actions pendant les périodes de confinement. La gauche retrouve des couleurs, mais elle est assez divisée, les jours à venir diront si elle a réussi à s'unir pour aborder le second tour dans de bonnes conditions pour elle.

Tableau 2. Résultat du premier tour aux régionales en 2015 et 2021 (en % des suffrages exprimés)

Listes par grandes tendances	Régionales 2015	Régionales 2021
Gauche et écologistes	37,5	36,5
LREM et alliés	-	11,2
LR et UDI	27,9	28,4
FN/RN, DLF et alliés	31,7	20,6
Divers	2,9	3,3

Tableau 2. Résultat du premier tour aux régionales en 2015 et 2021 (en % des suffrages exprimés). 2015, ministère de l'Intérieur 2021, d'après Estimations Ipsos soir du vote. P. Bréchon, Fourni par l'auteur

Les tendances qui se dégagent des élections départementales sont très semblables. D'assez nombreux conseillers départementaux sortants obtiennent la majorité absolue mais ne sont pas élus à l'issue du premier tour car ils n'ont pas réuni 25 % des électeurs inscrits.

Ce premier tour confirme qu'au niveau local et régional, les partis traditionnels résistent bien. Ils ne subissent pas l'éclatement du système partisan, observable seulement au niveau national, avec une force centrale très importante, une gauche très affaiblie, une droite pas très vaillante non plus, et un RN en embuscade.